

Réponse de SFR sur le modèle de coût calibré de la terminaison d'appel SMS d'un opérateur mobile nouvel entrant.

Les remarques de SFR sur le modèle mis en consultation portent sur le taux de trafic en itinérance, les parts de marché, les hypothèses de consommation, la modélisation du réseau 3G d'un nouvel entrant et la méthode de valorisation. Ces remarques sont détaillées ci-dessous.

Taux de trafic en itinérance :

La modification principale du modèle et celle avec le plus gros impact sur les résultats, est la prise en compte du trafic d'itinérance. La modélisation du trafic d'itinérance n'appelle pas de remarque particulière en elle-même. Cette modélisation consiste simplement à retirer du trafic radio tout en conservant le trafic sur le cœur de réseau pour les cas de trafic en itinérance, ce qui du point de vue de la modélisation paraît pertinent.

En revanche, le taux de trafic en itinérance en lui-même est une donnée exogène (i.e. donnée en dur dans le modèle). Ce taux est pourtant la donnée déterminante dans le calcul des coûts unitaires du nouvel entrant et dans la mise en évidence d'une possible asymétrie entre la TA SMS de l'opérateur générique et celle du nouvel entrant 3G.

Selon le document en consultation, « *Le taux d'itinérance par géotype des services voix, SMS et data pour les années 2012 et 2013 se base sur les travaux antérieurs menés par l'Autorité. Pour les années suivantes, le taux d'itinérance a été estimé sur base des deux premières années et du taux de déploiement du réseau du nouvel entrant pur 3G.* »

Ces travaux antérieurs dont il est fait mention dans le texte n'ont pas fait l'objet de consultation publique alors qu'ils sont pourtant l'élément dimensionnant. Les considérations qui ont conduit au choix de ce paramètre essentiel (15% en 2012 et 25% en 2013 de taux de trafic en propre pour le SMS) devraient donc faire partie des éléments qui seront mis en consultation publique dans un futur projet de fixation du plafond de la TA SMS du nouvel entrant.

Comme nous l'avons écrit dans notre réponse à la consultation de l'ARCEP sur l'Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile de Free Mobile, LycaMobile et Oméa Télécom, les conditions tarifaires de la prestation d'itinérance et le volume de trafic en itinérance qui sera concerné sont finalement liés aux choix de déploiement de son réseau par le nouvel entrant qui, en réalité, dispose d'une totale liberté de contenir ou pas ses dépenses d'itinérance, d'accélérer ou pas son rythme d'investissement dans son propre réseau. Le paramètre retenu doit donc être le paramètre qui permet in fine au nouvel entrant efficace de minimiser son coût total.

Parts de marché

Dans le modèle générique, les parts de marché de l'opérateur générique n'ont pas été modifiées et sont restées à 33%. Dans un marché à 4 opérateurs, la part de marché de l'opérateur générique devrait maintenant être fixée à 25%.

En ce qui concerne le nouvel entrant, si la part de marché des terminaux est en ligne avec ce que nous avons indiqué dans la consultation informelle, nous ne comprenons pas pourquoi la part de marché sur

les accès distants (« datacards » dans le modèle) est très faible. Ainsi si la part de marché sur les terminaux passe de 5,2% en 2012 à 17,0% en 2016, la part de marché sur les datacards n'est que de 1,3% en 2012 et 6,1% en 2016. Il semblerait au contraire qu'un opérateur pur 3G efficace choisirait de développer des usages pur data et que sa part de marché sur les datacards devrait être au contraire supérieure à celle sur les mobiles.

De plus, la part de marché ne devrait pas être uniforme sur tous les géotypes puisque le nouvel entrant devrait avoir une part de marché plus élevée sur les géo-types qu'il a couvert.

Consommation

Le modèle suppose la même consommation mensuelle pour les utilisateurs 3G de l'opérateur générique et du nouvel entrant. Le nouvel entrant devrait pourtant se focaliser sur des offres illimitées afin de conquérir des parts de marché.

En particulier, le nombre de SMS par utilisateur qui est seulement de 300 par mois dans le modèle devrait être augmenté. En effet, comme nous l'avons indiqué dans notre réponse au questionnaire de l'ARCEP d'avril 2011, le nombre de SMS pour un client HV appartenant à une gamme avec SMS illimités est de [REDACTED] SMS par mois en 2012. Celui d'un Forfait Bloqué avec SMS illimités est de [REDACTED] SMS mois. Ces types de consommation devraient être les consommations typiques pour un nouvel entrant.

Déploiement d'un nouveau réseau 3G :

Le modèle prend bien en compte comme nous l'avons indiqué dans notre réponse à la consultation informelle que la technologie 3G, aujourd'hui mature, peut être déployée dans les zones denses simultanément dans les bandes 900 et 2100 MHz.

Par contre, il n'a pas été pris en compte que la technologie « flat IP » aujourd'hui disponible permet d'éviter le déploiement des équipements de concentration RNC réduisant ainsi significativement les coûts du réseau d'accès.

Nous avons aussi indiqué qu'au vu des économies d'envergure sur un marché mobile déjà mature et qui s'oriente vers une convergence des offres fixes et mobiles, un nouvel entrant efficace doit mutualiser les réseaux d'infrastructure fixes et mobiles, en étant lui-même sur les deux marchés, ce qui est d'ailleurs bien le cas en l'espèce.

Méthode de valorisation :

Le modèle devrait utiliser une méthode de dépréciation économique qui permettrait de lisser le coût de réseau selon l'usage au cours du temps. SFR a déjà écrit au cours des consultations passées sur le modèle de l'opérateur générique que cette méthode est la plus juste dans la mesure où un opérateur consent des investissements substantiels qu'il ne pourra recouvrer que lorsque les usages auront crû suffisamment.

Dans le cas d'un nouvel entrant cette méthode est d'autant plus nécessaire que sur les premières années le nouvel entrant amortit son coût fixe sur des volumes faibles conduisant à des écarts de coûts irréalistes entre les deux premières années et les suivantes.

Si l'ARCEP devait juger la mise en œuvre de la dépréciation économique rédhibitoire, elle devrait tout au moins lisser les coûts de la TA SMS tels qu'ils ressortent du modèle sur la période 2012 à 2016.